

JANVIER 1976 : UN MOIS DE LUTTES

luttons ouvrières

CONTRE LES SALAIRES DE MISÈRE, LES CONDITIONS DE TRAVAIL

● Cinq semaines et demi d'occupation à Thomson Esswein (La Roche/s/Yon) pour des augmentations uniformes de salaires, l'amélioration des conditions de travail, la 5^e semaine de congés payés.

● Mouvements dans les usines de Vallourec pour des augmentations de salaire (200 F, le 13^e mois).

● Mobilisation dans les usines Renault contre les cadences, les salaires de misère, les brimades racistes.

● Aux Aciéries de Pompey, depuis plus de huit semaines, grèves pour obtenir la suppression du travail le samedi de nuit. («*Pour avoir repos le samedi, le meilleur moyen, c'est de le prendre. On reste à la maison le samedi soir*»).

● A Renault-Billancourt, lutte des peintres contre leurs conditions de travail («*On travaille tout le temps dans le brouillard... obligés de peindre dans toutes les positions... nous respirons toujours la peinture*»).

CONTRE LE CHÔMAGE

Par exemple :

● A Sotracommet (près de Metz), occupation de l'usine depuis plus de trois mois (454 licenciements annoncés).

Refus du chômage partiel :

● A Vallourec, les travailleurs demandent 40 heures, mais sans diminution de salaire.

o A Sollac : grève victorieuse contre le chômage partiel.

CONTRE LA RÉPRESSION

● Manifestations, meetings pour exiger la libération des syndicalistes et des soldats emprisonnés, et l'arrêt des poursuites (Besançon, Bordeaux, Paris...)

● Luttons contre les attaques anti-syndicales des patrons (par exemple à Air France, où le patron demande des millions à la section syndicale, mobilisation à Unimel (Besançon) contre le licenciement d'un ouvrier combatif...)

● Manifestations contre l'occupation des usines par les flics (comme à la Roche/s/Yon).

LES TRAVAILLEURS CONTRE LA FAUSSE «GAUCHE»

Dans leurs luttons, les travailleurs se heurtent au P«C»F, aux dirigeants CGT proches du P«C»F, et aux diri-

La situation devient intenable :

Hausse des prix d'au moins 12 % en 75, à laquelle il faut ajouter depuis : hausse sur les impôts locaux, les autos, les tarifs voyageurs SNCF (+ 8 %) augmentation des cotisations de Sécurité Sociale, des impôts sur le revenu (pour l'ouvrier payé au SMIC : + 24 % en 1976, etc...)

Les salaires n'ont pas suivi en 75. Et pour 76... Fourcade veut tout simplement les bloquer !

Le chômage :

Actuellement : 1 million et demi de chômeurs totaux. Pour eux, c'est la misère complète, moins de 1 sur 10 touche les fameux 90 % de salaire garantis aux «licenciés pour motif économique». Pour tous les autres travailleurs : c'est le chômage partiel (multiplié par 30 depuis le début de la crise). Aujourd'hui, les patrons préfèrent le chômage partiel au chômage total, car ils ont peur des luttons.

Le chômage partiel, c'est :

- des pertes de salaires énormes, allant jusqu'à 1 000 F par mois,
- l'augmentation des cadences, car la production reste souvent la même,
- les transferts. A Usinor/Dunkerque, un ouvrier oxycoupeur est mort parce que, à cause du chômage partiel, on l'avait mis au nettoyage par moins de 10°, alors qu'il n'avait pas l'habitude de ce poste.

Chômage, hausses sur tout, salaires rognés, accidents du travail, coupures d'électricité, menaces de saisies, de mise sous tutelle... c'est la vie quotidienne de nos parents aujourd'hui.



geants CFDT.

LES PERSPECTIVES

Aujourd'hui, il ne faut pas rester isolé. Il faut organiser la popularisation des luttons sur la ville. Il faut organiser la lutte au niveau du trust quand il y a plusieurs usines.

Récemment, une délégation d'ouvrières de la Thomson (Sescosem) de Grenoble s'est rendue à l'usine occupée Thomson de Thonon pour apporter son soutien. Dès son retour, elle a publié un bulletin expliquant la lutte et appelant à la solidarité.

Dans les usines du trust Vallourec (comme à Noisy-le-Sec), on discute d'une marche sur Paris, regroupant les 17 usines.

Les travailleurs en lutte de Schlumberger (Besançon) se mettent en liaison permanente avec les autres usines de Reims et Montrouge...

On pourrait multiplier les exemples.

Peu à peu, c'est cette voie qui est tracée : la voie de luttons bien plus grandes, au niveau de l'ensemble des usines, mettant les travailleurs en position de force.

luttons paysannes

● Pour les viticulteurs, la récolte a été de 20 à 30 % inférieure à celle de l'an dernier. Pourtant, les prix à la production restent inchangés. Pourtant, malgré les promesses du gouvernement, les négociants continuent à importer des vins italiens.

«*Tant qu'il ne s'agit que de chiffres généraux, on ne réalise pas tout à fait, mais quand ce sont les chèques qui arrivent...*»

Début janvier, le Comité Régional d'Action Viticole, décide :

- des commandos de village contrôleront et videront les camions de vin importé.

- Les viticulteurs cessent de payer : leurs impôts, la TVA, les indemnités au Crédit Agricole, les cotisations de la mutualité.

● A Cognac, le 21 janvier, 5 000 viticulteurs affrontent les CRS. Ils occupent la maison Courvoisier.

● A Caen, le 27 janvier, 6 000 paysans s'opposent aux CRS pendant plusieurs heures. Leurs revenus ont baissé de 10 % en deux ans, ils sont tous aux mains du Crédit Agricole, 50 % de leur famille est obligée de travailler en ville.

Les ouvriers de la section CGT de l'usine Sanders à Juvisy (trust s'occupant de l'alimentation animale) viennent de lancer un appel :

* aux travailleurs des autres usines Sanders,

* aux paysans ruinés par ce même trust. En effet Sanders passe des contrats avec les paysans. Il fournit les petits veaux et les porcelets, la farine, reprend les bêtes engraisées et se paie. Si les bêtes tombent malades, s'il faut plus de farine que prévu, ou si le cours de la viande est bas, c'est l'éleveur qui paie le déficit. Au bout de plusieurs mois de travail, il peut se retrouver avec, comme salaire, des dettes.

● Le 5 février, à l'appel du tocsin, les ouvriers, postiers, vigneronns manifestent ensemble par dizaines de milliers à Nîmes, Perpignan, Montpellier et Carcassonne.

Dans la région, tous se sentent solidaires des vigneronns. Aujourd'hui, 7 % de la population active du Languedoc/Roussillon est au chômage. Presque tous les investissements sont consacrés au tourisme, rien n'est prévu pour industrialiser la région.

Pour la première fois, ces manifestations rassemblent largement les travailleurs aux côtés des viticulteurs en lutte, contre la mort de cette région, pour «*travailler et vivre au pays*».

EN AVANT VERS L'UNITÉ DANS LA LUTTE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS !

VIVE LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS !